

Messieurs Messieurs

Délégation suisse
Commission des Nations neutres
pour la surveillance de l'armistice en Corée

pb / sch

Panmunjom, le 4 mars 1968.

Confidentiel	an	MB	CF	EX	NT	BEI	RS
	Date	13	29	27-3	11.4.		A 233
	Visa						du Département politique fédéral,
	EPD	12 MARS 1968					Berne.
Ref. p. B. 73. Corée. O. (1)							

Monsieur l'Ambassadeur,

Une nouvelle page vient d'être écrite dans l'histoire de la Commission des nations neutres pour la surveillance de l'armistice en Corée: ce ne fut malheureusement qu'un feu de paille, qui s'est éteint aujourd'hui, sans qu'un résultat positif ait été atteint. Pour vous orienter en détail, je me permettrai à nouveau de vous donner connaissance, en annexe, de quelques extraits de mon journal personnel. Je puis, ici, me limiter à résumer chronologiquement notre activité.

Vous savez que, sur instruction du State Department, l'amiral Smith s'est vu dans l'obligation de nous priver de toute information à la suite des entretiens secrets qu'il a eus avec le général Pak, au sujet du PUEBLO. Par lettre du 20 février, je vous ai donné connaissance des renseignements obtenus de nos Collègues tchèques et polonais.

Le 22 février, les généraux Toman et Czyzewski exprimèrent à nouveau le désir de rencontrer les chefs des délégations suédoises et suisse, à la suite de leur visite, la veille, au représentant nord-coréen. Ce fut mon privilège que de transmettre verbalement ces renseignements à l'amiral Smith.

Dimanche 25 février, à réception des instructions de Washington, le Représentant américain, accompagné du Conseiller politique de l'ambassade USA à Séoul, nous pria de les rejoindre à l'Advance Camp, à la porte de la zone démilitarisée, pour nous orienter en détail sur les négociations en cours, tout en nous priant d'observer le secret le plus absolu à ce propos. A cette occasion, il nous remit un memorandum, dont vous trouverez le texte dans l'annexe. Après avoir protesté et lutté - vous le savez par ma dépêche du 7 février - contre ce mur du silence, j'eus dès lors la satisfaction personnelle d'être associé, avec mes Collègues, à l'évolution de la situation. Cela devenait désormais nécessaire puisque la Suisse était susceptible d'être appelée à héberger temporairement l'équipage du PUEBLO.

Le 26 février, le général Pak rencontra l'amiral Smith pour la neuvième fois; il prit alors connaissance de la proposition américaine qui représentait un élément nouveau de discussion, selon la recommandation faite par nos Collègues tchèque et polonais. Elle consistait à demander à une commission internationale impartiale de se prononcer sur la plainte nord-coréenne d'intrusion du PUEBLO dans les eaux territoriales de la République populaire; la libération de l'équipage était néanmoins la condition préliminaire à cette enquête.

Au cours d'un déjeuner avec l'Amiral, le 27 février, celui-ci nous promit de venir chez moi, le lendemain, pour y rencontrer secrètement les généraux Toman et Czyzewski, qui s'étaient plaints, auprès de nous, d'avoir été ignorés du Représentant américain depuis le début de la crise.

Le 1er mars, les prénommés nous apportaient le résultat de leur nouvelle entrevue, la veille, avec le gén. Pak. Ils estimaient qu'un résultat pourrait être atteint

- par un échange de prisonniers politiques, cette idée étant endossée par le général Pak, ou, alors,
- par une compensation économique, politique ou même militaire!

Ce message fut immédiatement transmis à l'Amiral qui, samedi matin, était déjà en possession d'une réponse du State Department, écartant définitivement toute proposition de compensation ou d'échange. Nous en donnâmes sans retard connaissance à nos partenaires

Dodis



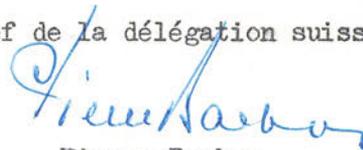
communistes, qui devaient bientôt nous faire part de l'indifférence de leur interlocuteur nord-coréen. Mais, à leur insu toutefois, le général Pak devait convoquer, hier, une nouvelle séance pour ce matin.

A l'issue de ce dixième entretien en tête-à-tête, aujourd'hui 4 mars à 1100 h., nous sommes à nouveau dans une impasse, la République populaire maintenant sa position intransigeante et sa superbe, alors que les Etats-Unis ne paraissent guère disposés à poursuivre beaucoup plus longtemps ce dialogue stérile.

Que va-t-il se passer maintenant ? On peut s'attendre, devant le désintéressement apparent de Washington, à ce que Pyongyang organise un procès à grand spectacle, à l'issue duquel des peines capitales pourraient être prononcées; je doute, pour ma part, qu'elles soient ensuite exécutées à brève échéance. Sans vouloir sous-estimer l'état de préparation matérielle et psychologique, comme aussi les menaces sans cesse répétées de la République populaire, il ne faut pas oublier qu'elle dépend de ses deux grands voisins, l'URSS et la Chine, pour assurer son ravitaillement stratégique; nous croyons savoir que Moscou ne veut pas, pour l'instant tout au moins, d'un second front en Asie orientale; quant à Pékin, vous savez, mieux que moi, que son aide est plus verbale que matériellement effective.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chef de la délégation suisse



Pierre Barbey

Annexe: extraits de journal

ConfidentielAnnexe à la lettre du 4 mars 1968

EXTRAITS DU JOURNAL PERSONNEL DE PIERRE BARBEY CHEF DE LA DELEGATION SUISSE A LA NNSC

Jeudi 22.2.68

Départ de Séoul à 0730 et arrivée au camp vers 0915 h.: c'est jour de courrier. Le téléphone sonne alors que je signe la dernière lettre: le capitaine Jungbauer, secrétaire-adjoint de la délégation tchécoslovaque, transmet le désir des Membres tchèques et polonais de rencontrer le général Smedmark et moi-même, chez moi, à 1000 h. Comme le général Smedmark n'est pas encore de retour, je remets l'entretien à 1045 h.

Nos collègues tiennent à nous mettre au courant de ce qu'ils ont appris la veille au sujet de la 8e rencontre Smith-Pak; à la demande du général Toman, le général Pak les a reçus hier soir à 1700 h. Je noterai plus loin l'essentiel de cette conversation qui - le général Smedmark partage mon avis - justifie un entretien avec l'Amiral. Je commande dès lors la voiture pour 1330 h., le colonel Rolf m'accompagnera puisque le général Smedmark est très occupé par l'arrivée du général Finnmark, qui désire faire ses visites protocolaires à nos Collègues aujourd'hui même; ces derniers doivent d'ailleurs se rendre à Pyongyang pour répondre à une invitation de l'ambassade soviétique...

A 1530 h., nous sommes à l'Armistice Affairs Division à Séoul: c'est aujourd'hui Washington's Birthday, aussi les bureaux ne sont-ils pratiquement occupés que par des plantons seulement. L'Amiral me paraît très fatigué; il est accompagné du colonel Lucas. Comme convenu avec le colonel Rolf, je m'exprimerai au nom des deux délégations - ce que j'ai d'ailleurs toujours fait jusqu'ici. Le cas échéant, le colonel Rolf complétera ou corrigera mes propos.

Après avoir rappelé que nos deux collègues ont pris l'habitude de demander rendez-vous au général Pak après un entretien bilatéral entre Smith et Pak, je relève que les généraux Toman et Czyzewski ont trouvé le Senior Member KPA/CPV tranquille et d'humeur coopérative lorsqu'ils lui ont rendu visite hier à 1700 h. à Kaesong.

Puis je précise clairement notre position: nous sommes venus en messagers et nous n'avons aucune intention de chercher à obtenir des renseignements confidentiels, pas plus que de faire des commentaires personnels. Nous désirons transmettre une conversation qui pourrait être utile aux Américains dans leur appréciation de la situation; de plus, nous estimons que nous ne pouvons pas garder cette conversation pour nous. "You know the truth, so you can judge the correctness of our message" dis-je à l'Amiral.

En ce qui concerne la position de nos deux Collègues, elle est la suivante: à leur avis, les Membres de la NNSC ne peuvent rester insensibles au sort des 82 êtres humains impliqués dans l'affaire du PUEBLO. Il leur est apparu que nous devons nous employer, à titre personnel et inofficiel, pour le bien de l'équipage et des familles qui vivent dans l'anxiété.

Notre position commune étant clairement définie, je rappelle que la conversation originale fut apparemment tenue en russe, que mon message en anglais nous a été transmis en allemand par le général Toman; il ne peut donc s'agir de chercher la signification exacte de chaque mot mais plutôt de retenir le sens du message lui-même. Je mentionne aussi que si le général Pak peut penser que la conversation sera rapportée à l'Amiral, il ne s'agit nullement d'un message de sa part.

Voici, rapportées aussi fidèlement que possible, les questions et réponses échangées entre Toman et Pak.

Pak: aucun progrès n'a été réalisé; les USA ne veulent pas présenter d'excuses, malgré le fait que des photocopies du log-book leur ont été présentées, de même que les confessions des officiers. Les Etats-Unis prétendent ne vouloir présenter des excuses qu'après la libération de l'équipage.

Toman: que va-t-il arriver maintenant?

Pak: l'équipage attend d'être traduit en jugement mais il désire naturellement être rapatrié. Le représentant KPA se plaint que son interlocuteur américain n'ait formulé

aucune proposition concrète jusqu'ici.

Toman: si les Etats-Unis devaient vous faire la proposition de procéder à un échange de prisonniers ("patriotes" contre équipage), qu'elle serait votre réaction?

Pak: cela pourrait être envisagé, mais une telle proposition n'a pas été formulée jusqu'ici.

Toman: insisteriez-vous alors toujours pour obtenir des excuses ("apology") ?

Pak: dans ce cas, des excuses ne seraient plus nécessaires.

Toman: vous savez que les manifestations qui ont récemment eu lieu à Séoul rendent une telle proposition impossible si elle devait être accompagnée de n'importe quelle publicité.

Pak: une absence de publicité pourrait être envisagée; nous devrions discuter de cela avec l'amiral Smith.

Toman exprima alors l'avis que cette réponse lui paraissait positive.

Pak: si d'autres propositions étaient faites, nous pourrions également estimer que des excuses ne sont plus nécessaires. Nous attendons quelque chose de nouveau (de la part des Américains). En ce qui concerne la publicité, nous devrions discuter de cette question l'amiral Smith et moi-même.

Toman: mais pourquoi ne donnez-vous pas une preuve de bonne volonté?

Pak: l'équipage est en notre possession; pourquoi devrions-nous faire un tel geste: c'est aux Etats-Unis à présenter une proposition valable ("workable proposal").

Voilà l'essentiel de l'entretien; je dis ensuite à l'Amiral que j'avais exprimé l'avis, vis-à-vis de mes interlocuteurs, que ROK avait seule la juridiction sur les prisonniers faits en Corée du Sud; cela ressort d'ailleurs des protocoles de la MAC. Une proposition d'échange de prisonniers me paraît dès lors être une utopie. A quoi le gén. Toman répondit: "Je suis d'avis que les Etats-Unis font tellement pour aider la ROK, que cette dernière pourrait bien leur aider à son tour si aucune publicité n'est faite à ce sujet."

Ayant lu, dans Stars & Stripes reçu ce matin, que le conseiller de l'ambassade de Corée du Nord à Moscou aurait dit, dans une conférence de presse, que "... the crew will be punished ...", j'ai demandé à mes interlocuteurs s'ils avaient entendu une émission radiophonique communiste à ce sujet. M. Jarocinski répondit qu'il avait entendu radio Pyongyang en anglais et que le speaker avait définitivement déclaré "... could be tried ..." ce qui est évidemment différent. De son côté, le général Pak a prétendu: "Nous avons le droit de punir l'équipage pour son activité d'espionnage."

Enfin, dernier objet de notre visite à l'Amiral: le lt.col. Honzal est rentré ce matin de Pyongyang. Il est un homme pessimiste de nature, mais il a trouvé que la capitale vit dans une atmosphère de guerre; le trafic est interrompu chaque jour, pendant des heures, pour permettre des démonstrations militaires: tanks, camions munis de filets de camouflage, troupes défilent alors dans les rues. Il y a quelques jours, une ambassade étrangère offrait une réception; on a profité de cette occasion pour interrompre le trafic et pour organiser un défilé semblable devant les hôtes réunis.

Je me refuse à tout commentaire au sujet de ce que nous venons d'apporter; les Américains disposent de spécialistes susceptibles d'analyser la question. L'Amiral nous dit: "Well, you are at least entitled to know that we are at deadlock at the present time." Peut-être que l'on en sait davantage à Washington. Une chose paraît certaine: si aucune des propositions faites est susceptible d'être utilisée, cette conversation montre au moins que le gén. Pak a le désir de poursuivre la négociation. (De notre côté = Finnmark et capt. Hollinger = nous nous sommes demandés -- mais sans en parler à l'Amiral - si cette proposition d'échange était éventuellement une machination communiste destinée à aggraver la tension entre ROK et USA; pour l'instant, je me refuse à croire que le gén. Toman puisse être machiavélique à ce point: il nous a donné suffisamment de preuves de sa bonne volonté et de son désir, que je crois sincère, de vouloir le maintien de la paix et d'y contribuer par tous ses moyens. De son côté, le gén. Czyzewski a dit ce matin que celui qui a fait la guerre n'a aucune envie de la faire une seconde fois!

L'Amiral nous remercie chaleureusement de ce que nous avons fait et il convient que nous ne pouvions transmettre ce message autrement que verbalement; il apprécie que je sois redescendu à Séoul aujourd'hui.

Dimanche 25.2.68

Au moment où nous quitions la table du déjeuner, le col. Lucas m'a appelé de Séoul pour me prévenir que l'am. Smith serait peut-être désireux de nous rencontrer dans le courant de l'après-midi: il voulait savoir si nous restions au camp ou si nous avions d'autres intentions. A 1500 h., nouveau téléphone: l'Amiral va s'envoler par hélicoptère et désire nous rencontrer vers 1540 h. à l'Advance Camp où nous nous rendons, les gén. Finnmark, Smedmark et moi (pas de fanion sur la voiture, si ce n'est celui de la NNSC).

L'Amiral est accompagné de M. Erickson, conseiller politique de l'ambassade des Etats-Unis, que nous avons rencontré lors de notre premier entretien le 27 janvier dernier. A deux reprises, M. Erickson me dira: "We very much appreciate what you have done in this matter"; nous avons ainsi la preuve que Washington approuve l'intervention des Membres de la NNSC dans l'affaire du PUEBLO, car c'est bien de cela qu'il s'agit.

Le moment est venu pour les Américains de nous renseigner sur ce qui a été fait jusqu'ici dans ce domaine; tant l'Amiral que M. Erickson le font en s'excusant de leur attitude antérieure mais en insistant sur le fait que ce qu'ils vont nous communiquer doit être considéré comme secret, pour quelques jours tout au moins. Ils nous prient, par conséquent, de ne pas encore renseigner Berne et Stockholm, de peur d'une fuite. (J'espère que cela ne signifie pas que notre code n'est pas sûr!) Ils vont, en effet, nous dévoiler non seulement l'essentiel des huit entretiens Smith/Pak mais aussi la ligne de conduite qu'ils entendent suivre désormais et notamment au 9e meeting, dont ils ont demandé la convocation pour demain à 1200 h. Ils nous remettent une notice, que je reproduirai plus loin, en relevant que Washington a traité jusqu'ici l'affaire selon des méthodes diplomatiques occidentales, qui n'ont pas suffisamment tenu compte des conditions particulières qui prévalent ici.

Les cinq premiers meetings furent consacrés à définir divers points de procédure. Comme nous l'avons supposé, tant Smith que Pak agissent en plénipotentiaires de leur propre gouvernement et non en qualité de Senior Members MAC. Ils ont notamment convenu d'échanger des messages écrits, afin d'être certains que la discussion ne puisse donner lieu à aucune interprétation.

Au cours des 6^e, 7^e et 8^e rencontres, l'Amiral a précisé - et cela répondait à l'une des demandes formelles des Nord-Coréens - que des ordres stricts avaient été donnés afin que les navires américains restent en tout temps en dehors de la limite de 12 milles marins imposée par la République populaire dans sa définition de ses eaux territoriales. Il n'a par contre pas promis de faire cesser ce genre d'activité, comme le demande Pyongyang. L'Amiral a exigé la libération immédiate de l'équipage et du bateau, en promettant une enquête impartiale; si les résultats de cette enquête devaient montrer qu'il y a eu violation des eaux territoriales nord-coréennes, les Etats-Unis donnent la promesse solennelle que des regret officiels seront alors exprimés.

De son côté, le Représentant de la République populaire a maintenu ses exigences, à savoir

- promesse de ne pas continuer de telles actions d'espionnage,
- excuses précédant la libération de l'équipage (mais sans promettre toutefois explicitement la mise en liberté, le texte disant "before considering the release of the crew").

L'exigence d'excuses est basée sur la confession de l'équipage, qui a reconnu avoir pénétré dans les eaux territoriales pour y commettre des actes hostiles d'espionnage, sur ordre du gouvernement américain. A cela, l'Amiral a répondu que les preuves données n'en sont pas: à aucun moment, les Nord-Coréens n'ont présenté la photocopie de pages du log-book; ils se sont bornés à reproduire photographiquement la couverture de ce journal de bord; les confessions ont été photographiées alors que les pages étaient disposées en éventail, comme un jeu de cartes. La confession de l'ensemble de l'équipage n'est pas admissible car un certain nombre de marins (stewards, cuisiniers, etc), par la nature même de leurs fonctions, sont dans l'incapacité de préciser la position du bateau ou la route suivie par ce dernier. Dans ces conditions, les entretiens sont arrivés au point mort, comme nous le savions.

Washington pense que les Membres tchèque et polonais de la NNSC pourraient maintenant faire pression sur le général Pak, en montrant qu'il y a un désaccord

fondamental entre les deux parties et qu'après avoir exploité à fond l'incident à des fins de propagande, la République populaire risque de perdre son prestige vis-à-vis des autres pays du camp communiste. Cet entretien devrait avoir lieu entre les 9e et 10e rencontres Smith-Pak, la dixième risquant d'être la dernière.

Voici d'ailleurs le texte du memorandum confidentiel qui nous a été confié:

"FOR YOUR PRIVATE INFORMATION

"We have already offered to express regrets after the men are released and an official inquiry held, should our findings warrant such expression. But, the north Koreans are demanding an apology now based on the confessions and photographs of documents, as a condition of release. This offers no possibility of a settlement as far as we are concerned.

At our next meeting we will make this offer again and say that we would welcome any impartial resolution of this disagreement and would be willing to have the facts reviewed by any impartial international fact finding body after the crew and ship are released. For example, we would accept assignment of this task to any person or persons named by the President of the International Court of Justice.

We are prepared to express regrets, if the international body should find that, in violation of its orders, the Pueblo entered waters closer than 12 nautical miles to north Korea.

Whatever the body agreed upon, we do not see how an impartial inquiry into the facts can be conducted with the crew in north Korean hands. We believe that it would be appropriate to return the crew immediately to the United States. We would however accept release of the crew to the custody of a neutral party.

The U.S. requests that the Swiss and Swedish members to the Neutral Nations Supervisory Commission convey to the Poles and Czechs:

1. Their alarm at the delay in releasing the vessel and crew.
2. Their opinion that the U.S. must hold an inquiry after the release and that clearly the confessions and other documents will be introduced into that inquiry.
3. That the Americans will have to publish the results, and if there was any violation or fault, the Americans would have no choice except to apologize.
4. That the north Koreans have got all the propaganda value they can out of the case, and what is now required are moves to ease the tensions arising from the seizure of the Pueblo.
5. That if the north Koreans try to press the U.S. too far and make impossible demands on them, the already grave situation can become even graver.
6. That they try to impress on the north Koreans the need for an immediate release."

Tant le général Finnmark que moi-même sommes d'avis que nous pouvons et que nous devons essayer de transmettre ce "message" comme étant l'expression de nos sentiments personnels et le résultat de notre appréciation de la situation. Je vois dans l'arrivée du gén. Finnmark l'excuse idéale; il a eu divers contacts à Séoul et nous avons longuement discuté de la question, notamment après la réponse évasive donnée hier soir à mes questions par le gén. Pak. Comme nous savons que nos deux Collègues sont désireux de tout tenter pour assurer le maintien de la paix, nous pouvons leur dépeindre une situation qui devient de plus en plus grave. Le gén. Finnmark a une objection quant au point 5, qui représente une menace; la situation a néanmoins changé depuis que j'ai pris le premier la parole le 26 janvier dernier, en invoquant la détermination américaine, telle que me l'avait dépeinte le gén. Friedman. Aujourd'hui, nous avons en main un papier qui nous demande de transmettre un message identique. Il ne semble pas faire de doute que les Américains ont maintenant mis au point un plan d'actions successives qui sera appliqué en fonction de la réponse de la République populaire.

M. Erickson dit que la Suisse pourrait être priée d'offrir l'asile temporaire à l'équipage si Pyongyang devait réagir favorablement à la proposition que l'Amiral présentera demain. Je demande d'être libéré de l'obligation du silence, en temps utile, afin que le Département ne soit pas pris par surprise si une telle éventualité devait être envisagée bien que, matériellement, le transport de l'équipage ne serait pas sans poser de gros problèmes.

L'Amiral précise encore que les Etats-Unis ne demandent pas la remise des blessés seulement mais de l'ensemble de l'équipage; il s'agit désormais d'une exigence globale.

Avant de me quitter, M. Erickson me dévoile que les difficultés énormes causées par l'attitude intransigeante du Président Park Chung Hee; particulièrement désagréable pendant le récent séjour de Cyrus Vance, il a des exigences sans bornes, comparables à celle d'un maniaque. Il ne fait pas de doute qu'il devient de plus en plus difficile pour les Américains de tenir en main la ROKA qui voudrait organiser des expéditions punitives contre le Nord après chaque violation de l'armistice par la KPA (c'est bien l'impression générale retirée de notre entretien avec le gén. Lew, mercredi dernier)...

Lundi 26.2.68

A 1600 h., je me rends à l'Advance Camp où j'attendrai le retour de l'Amiral. La séance a duré 25 min. environ. Je suis en mesure de lire le statement présenté par Smith: quel changement par rapport à la situation antérieure! Maintenant, on me place au coeur du sujet. Cette déclaration correspond d'ailleurs très exactement au résumé que l'on nous a remis hier. Mention est faite du gouvernement suisse comme étant susceptible de recevoir l'équipage en attendant la décision de l'organe chargé d'un contrôle éventuel. Selon Smith, Pak a été pris par surprise car les Etats-Unis ont décidé d'apporter une proposition nouvelle. De plus, ils ont reconnu que la mission du PUEBLO était d'obtenir des renseignements ("intelligence"); ils renouvellent leur promesse de présenter des excuses s'ils sont trouvés coupables d'avoir pénétré dans les eaux territoriales. Le gén. Pak a bien voulu accepter de répondre à cette proposition lors de la prochaine rencontre qui pourrait avoir lieu mercredi prochain, au plus tôt. Pour l'instant, nous ne devons pas encore montrer que l'Amiral a modifié son attitude à notre égard.

J'ai saisi cette occasion pour préciser à l'Amiral ce que sera notre tactique avec nos deux Collègues: nous allons en effet utiliser le gén. Finnmark comme prétexte pour passer le message que les USA nous demandent de transmettre. Il approuve pleinement cette suggestion.

Par ailleurs, il a appris que Washington aurait demandé à ses ambassades à Berne et à Stockholm d'intervenir auprès des ministères pour qu'instruction nous soit donnée d'agir. Il s'est empressé de répondre que cela n'était pas nécessaire puisque nous avions déjà promis notre appui total ...

A 1930 h., les gén. Toman et Czyzewski, accompagnés de M. Molenda, nous rejoignent pour souper. D'emblée, j'observe une certaine tension entre nos deux Collègues; le gén. Toman me paraît quelque peu gêné aux entournures: c'est très probablement dû au fait qu'il se trouve en présence du gén. Finnmark, qu'il ne connaît encore que très peu ... Comme je l'ai noté, nous ne sommes pas censés être informés de ce qui s'est passé entre Smith et Pak dans le courant de l'après-midi. Pour nos interlocuteurs, il ne fait pas de doute que la République populaire a mis le PUEBLO à prix; le temps travaille d'ailleurs en sa faveur du Nord, puisqu'il a tendance à élargir le fossé qui sépare aujourd'hui ROK des USA. Il ne faut pas oublier que la ROKA a toujours deux divisions engagées au Vietnam et qu'elle pourrait les retirer en tout temps, ce qui aurait un effet psychologique considérable sur l'opinion publique. De plus, la guerre du Vietnam pèse lourdement dans la balance puisque la République populaire, par l'arraisonnement du PUEBLO, a définitivement créé une diversion, à défaut d'un second front. Enfin, 1968 est l'année de l'élection présidentielle aux Etats-Unis et l'on connaît la sentimentalité du peuple américain: la Corée du Nord ne va certainement pas se montrer conciliante en ce moment.

Comme convenu, le gén. Finnmark prétend exposer son point de vue en transmettant, en fait, le message en six points reçu de l'am. Smith. A mon avis, il le fait mollement et sans aucune conviction; il croit avoir compris après ses premiers contacts, dit-il, que la situation est telle qu'il la dépeint, c'est-à-dire grave et qu'elle deviendra encore plus grave si la Corée du Nord retarde davantage la libération de l'équipage.

Le gén. Toman - qui rappelle que l'idée émane de lui et non du gén. Pak - a fait la suggestion de procéder à un échange de prisonniers politiques contre l'équipage du PUEBLO. Quelle est la réaction américaine? Par ailleurs, Pak a assuré Toman qu'il avait donné des preuves photographiques irréfutables, prouvant la pénétration du PUEBLO dans les eaux territoriales nord-coréennes. Notre hôte exprime l'avis que, sans excuses préalables, les USA n'obtiendront rien.

Nous possédons naturellement un certain nombre d'éléments qui nous permettraient de répondre, mais nous ne pouvons le faire pour l'instant. Nous promettons par contre de rencontrer l'am. Smith demain à Séoul et de rapporter des réponses. Pour

mettre une nouvelle fois la bonne volonté de mes deux Collègues à l'épreuve, je demande en fin de soirée, - tout en sachant pertinemment que la chose est impossible, notamment par le fait que nous ne possédons pas les qualifications nécessaires - s'ils seraient disposés à proposer au gén. Pak que les livres de bord soient mis à notre disposition à Kaesong, où nous pourrions les consulter, voire en faire des copies ou des photocopies, et être ainsi en mesure de transmettre un message d'authenticité aux Américains. Le gén. Toman - qui n'est pas dupe de ma question apparemment innocente - répond, d'un ton irrité, que depuis l'incident du PUEBLO, l'amiral Smith ne les a plus rencontrés; on ne recourt donc à leurs bons offices que lorsque l'on estime avoir besoin d'eux! Il a fait une proposition valable, à ses yeux; pourquoi Smith ne répond-il pas personnellement? De son côté, le gén. Czyzewski estime qu'il ne peut aller au-delà de la proposition d'échange, formulée jeudi. Je réponds que nous sommes partiellement responsables de ce manque de contact. En effet, étant coupés nous-mêmes de toute information de la part des Américains et sachant combien le programme de travail de l'Amiral a été irrégulier et serré, nous n'avons pas osé lui proposer une rencontre; par contre, nous avons lancé une grande invitation à déjeuner pour dimanche prochain et ce depuis plus de deux semaines déjà.

Mardi 27.2.68

.... Au nom de mes Collègues Suédois, je demande à l'am. Smith s'il peut se libérer et venir déjeuner avec nous, ce qu'il fait très volontiers. A tour de rôle, le gén. Finnmark, puis moi, le renseignons sur le résultat de notre entrevue d'hier soir, dans le sens de ce que j'ai noté en détail dans mon journal. J'insiste, en particulier, sur le déplaisir du gén. Toman en constatant que l'Amiral n'a pas jugé utile de l'orienter, notamment à la suite de la proposition formulée la semaine dernière. Je précise aussi que je me propose de rencontrer mes deux Collègues demain après-midi, immédiatement après mon retour de Séoul; l'Amiral dit alors spontanément qu'il pourrait probablement nous rejoindre chez moi ...

Pour l'instant, je ne vois pas la nécessité de renseigner télégraphiquement le Département; un développement est en cours. Si Pyongyang, par la bouche du gén. Pak, devait répondre favorablement à la proposition américaine d'investigation par une commission impartiale, il serait alors temps de télégraphier. Par contre si, comme on peut s'y attendre, la République populaire répond par une fin de non-recevoir, j'aurais alerté mes Chefs inutilement.

Mercredi 28.2.68

.... Tout se passe comme prévu. Les gén. Toman et Czyzewski, à nouveau flanqués de M. Molenda, sont tout naturellement surpris de trouver l'Amiral chez moi! Le col. Rolf m'avait rejoint plus tôt, afin de me permettre de l'orienter sur les récents événements puisque, comme le cap. Hollinger chez moi, il était dans l'ignorance de ce qui s'est passé. (Les gén. Finnmark et Smedmark sont retenus à Séoul par leurs visites de courtoisie).

Après une brève introduction, au cours de laquelle j'ai dit que, grâce aux renseignements transmis par nos soins jeudi dernier à l'Amiral, Washington avait modifié sa décision en constatant que les Membres de la NNSC étaient apparemment prêts à offrir à nouveau leurs bons offices à titre personnel; de ce fait, les généraux suédois et suisse ont été complètement renseignés au sujet de la 9e rencontre secrète Smith/Pak et que nous le serions désormais, afin de nous permettre d'échanger nos impressions avec nos deux Collègues; au cours de notre entretien d'hier avec l'Amiral, j'ai également transmis les doléances du gén. Toman, qui a regretté de n'avoir pas eu l'occasion de rencontrer le Senior Member UNC/MAC depuis l'affaire du PUEBLO, soit depuis plus d'un mois; c'est pour tenir compte de cette remarque que l'Amiral a spontanément décidé de se joindre à nous en fin d'après-midi.

Ce fut ensuite au tour de l'am. Smith d'orienter nos Collègues et de répondre à leurs questions, la principale étant naturellement celle relative à la proposition du gén. Toman au sujet d'un échange de "patriotes" contre l'équipage du PUEBLO. L'Amiral a d'abord demandé une définition du terme "patriotes", ce qui n'a pas été sans embarrasser quelque peu ses interlocuteurs; ils ont néanmoins déclaré que les espions kidnappés en Allemagne et condamnés à la peine capitale ou à une longue période d'emprisonnement pourraient souhaiter leur remise à la République populaire plutôt que de subir le sort qui les attend! L'Amiral a alors confirmé ce que j'avais dit précédemment, à savoir que ces "patriotes" sont placés sous la souveraineté exclusive de la

République de Corée et qu'il ne peut être question, pour les Etats-Unis, de proposer un tel échange, même en contrepartie de l'aide qu'ils accordent à la ROK; ce seraient des négociations susceptibles de durer des années, sans qu'un résultat concret puisse en être attendu. Quant aux preuves photographiques dont a parlé Pak, elles sont nettement insuffisantes pour permettre des excuses basées sur ces seuls documents ... qui, par ailleurs, contiennent des erreurs!

Puis l'Amiral insista sur la libération de l'équipage, préalable à toute enquête; il remit à mes Collègues le texte de la déposition de l'ambassadeur Goldberg devant le Conseil de sécurité et rappela que les Etats-Unis avaient la preuve irréfutable, notamment par les messages échangés entre les vaisseaux nord-coréens et les stations côtières, que le PUEBLO se trouvait bien au-delà de la limite des eaux territoriales au moment où il fut abordé une première fois, puis lorsqu'il fut arraisonné. Par contre, les Etats-Unis sont prêts à présenter des excuses publiques s'il devait être prouvé que, contrairement aux ordres reçus, le PUEBLO a pénétré, précédemment, dans les eaux territoriales. L'Amiral estime qu'il s'agit maintenant, pour les Nord-Coréens, d'une question de confiance en la parole donnée par le gouvernement américain.

Le gén. Toman hoche la tête: jamais les Nord-Coréens ne libéreront l'équipage et le bateau sans avoir reçu, au préalable, les excuses qu'ils exigent! Jamais, dit l'Amiral, le peuple américain n'acceptera que son gouvernement présente des excuses, tant que la preuve de sa culpabilité n'aura pas été donnée! Quant à la proposition de recourir à une commission impartiale, le gén. Toman me dit dans le creux de l'oreille qu'elle n'a aucune chance d'être acceptée; je répons que nous aurions ainsi la preuve que la République populaire a menti! "Serait-ce la première fois?" me répond mon voisin et ami, qui ne désire toutefois pas que je traduise en anglais ce jugement personnel et quelque peu osé. (Pendant ce temps, le gén. Gzyzewski écoutait la traduction d'une réponse de l'Amiral!)

Après 1h 30 d'entretien, l'Amiral nous quitte; le ciel devient noir et il est important qu'il puisse s'envoler avant que le temps ne devienne trop mauvais ou que la nuit tombe. Le cap. Hollinger, qui l'accompagne à nouveau, l'entendra dire combien il est satisfait de cet entretien ("very rewarding indeed")...

Vendredi 1.3.68

Les gén. Toman et Czyzewski expriment le désir de nous rencontrer à nouveau. En nous quittant, mercredi soir, ils sont allés à Kaesong pour assister à une séance cinématographique et ils eurent ainsi l'occasion de dire au gén. Pak qu'ils avaient rencontré l'Amiral. Pak les a convoqués hier pour un long entretien (on a parlé de cinq heures) et ils désirent maintenant nous orienter sur le résultat de cette nouvelle discussion. Des renseignements plus ou moins touffus ainsi obtenus, nous retenons:

1. La proposition formulée par les Américains lors de la 9e rencontre est inacceptable au gouvernement nord-coréen; à ses yeux, il est en effet impossible de songer à confier à des tiers le soin de contrôler l'exactitude des déclarations faites par Pyong-Yang. Dans ces conditions, Pak n'envisage même pas de convoquer une dixième séance, dont il ne voit pas l'utilité.
2. Nos Collègues persistent à croire qu'un résultat pourrait être atteint
 - par un échange de prisonniers, cette idée étant maintenant acceptée par le gén. Pak, ou, alors
 - par une compensation économique, politique ou même militaire.

Sans compensation quelconque, il est inutile de songer à une solution possible du problème. (A ce propos, nos interlocuteurs ont exprimé l'avis que les Etats-Unis ont de telles possibilités financières, politiques et militaires qu'ils doivent être en mesure d'offrir une compensation sous une forme quelconque.)

3. Nos Collègues désirent savoir si le refus de considérer un échange de prisonniers est la réaction personnelle de l'Amiral ou bien s'il reflète une décision de Washington; si un espoir de négociation subsiste et que notre canal puisse être encore utilisé, le gén. Toman est prêt à remettre son départ en voyage, sinon, il s'envolera mercredi prochain à destination de Moscou et de Prague.
4. En réponse à l'avis personnel que j'ai exprimé, et que je résumerai plus loin, le gén. Czyzewski s'est référé à une interview d'Allen Dulles, donnée à la TV américaine et rapportée dans un journal polonais du 24 février sous le titre "Crew of the PUEBLO should bear the consequences of their action". Dulles est censé avoir dit que, selon les règles de toute organisation d'espionnage, seuls des volontaires sont acceptés, sinon ils ne seraient pas de "bons espions"; dans ces condi-

ditions, les membres de l'équipage devront porter la responsabilité de leurs actes.
5. Si les Etats-Unis ne veulent pas offrir de compensation, l'équipage sera jugé selon les lois de la République populaire.

Avant d'aller plus loin je dois noter ici quelle fut ma réaction personnelle en entendant que la proposition américaine de soumettre l'affaire à une commission internationale impartiale était inacceptable aux Nord-Coréens; je n'ai, en effet, pu m'empêcher de m'exclamer qu'à mes yeux, ce refus fournissait la preuve qu'il n'y avait pas eu erreur de la part de l'équipage, sinon la République populaire aurait eu beau jeu de prouver au monde l'activité délictueuse du PUEBLO "an armed spy ship which penetrated deep into the territorial waters of our side and committed espionage acts for stepping up the preparations for a war of aggression in Korea", ainsi que l'on a pu le lire à de trop nombreuses reprises dans les communiqués nord-coréens!

A la fin de cet entretien, et avec l'accord de mes Collègues suédois, je prends immédiatement contact avec l'am. Smith, qui est prêt à nous rencontrer à l'Advance Camp; il est en effet beaucoup plus simple pour lui de s'y rendre en hélicoptère en 17 min. que pour nous de descendre à Séoul en deux heures de voiture!

A 1700 h., l'Amiral nous rejoint et, en présence des gén. Finnmark et Smedmark, je lui transmets les renseignements recueillis de la bouche des gén. Toman et Czyzewski; après en avoir soigneusement pris note, il nous prie de répondre comme suit aux prénoms, que nous rencontrerons à nouveau demain matin:

(ce passage est omis dans le présent extrait, le message dont il s'agit ayant été modifié par la suite)

Samedi 2.3.68

A 0740 h., l'am. Smith m'appelle de Séoul: il vient d'apprendre que Washington a répondu au télégramme envoyé hier soir et il désire nous donner connaissance de cette réponse avant que nous ne rencontrions nos Collègues à 1000 h. Nous nous retrouvons donc à l'Advance Camp à 0830 h., où l'Amiral nous passe un texte en six points, qui modifie sa réponse personnelle d'hier soir et que nous sommes invités à transmettre aux gén. Toman et Czyzewski. Le gén. Finnmark me prie de continuer à me faire le porte-parole des deux délégations, aussi le cap. Hollinger m'aide-t-il à préparer une traduction en langue allemande, afin que le message soit parfaitement compris de nos deux interlocuteurs (nous le donnerons simultanément en anglais et en allemand). "We" signifie l'am. Smith et le State Department.

1. We appreciate efforts of Czech and Pole Delegations.
2. We are reluctant, however, to believe that Gen. Pak is rejecting our proposals at ninth meeting out of hand and without even calling a meeting.
3. We see no hope for settlement of PUEBLO problem on basis unacceptable proposals attributed to Gen. Pak for either
 - prisoner exchange or
 - ransom.
4. We expect Gen. Pak will shortly set time for tenth meeting as he indicated at the close of ninth meeting. If it is not the case, Adm. Smith will probably take the initiative in calling a meeting.
5. Adm. Smith and State Department would appreciate if their views could be conveyed to Gen. Pak through Pole and Czech Delegationschiefs.
6. There is apparently no reason to justify requesting Gen. Toman to differ his departure.

Comme prévu, peu après 1000 h., nous rencontrons nos deux Collègues au camp tchèque. Il ne fait ainsi plus de doute: la deuxième intervention personnelle des Membres de la NNSC fut un feu de paille, sans aucun résultat concret! En faisant le bilan des dernières semaines, nous arrivons à la conclusion que, grâce à notre initiative du 26 janvier, les canons se sont tus jusqu'ici et un dialogue - apparemment le premier depuis la signature de l'armistice - s'est établi entre les deux plénipotentiaires ennemis.

C'est tout ... c'est décevant! Pouvait-on espérer plus de la mauvaise foi évidente du régime de Pyongyang? Que va-t-il se passer maintenant? L'équipage sera probablement jugé, mais je doute que l'on passe à l'exécution de peines capitales: équipage et bateau représenteront désormais un élément important dans de futures négociations, lorsque la République populaire, prise en faute flagrante, voudra effacer ses méfaits! ...